

Rebonds

L'identité de la gauche ne peut se construire que sur la proposition d'un nouveau regard.

Un PS sans imaginaire

Par Zaki LAIDI
mardi 14 juin 2005

Zaki Laidi est politologue au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

Les divisions au sein du PS ont sans doute pesé sur le résultat du 29 mai. Mais réduire cet échec à ses dissensions relèverait du contresens. Le PS continue à être un parti sans véritable force propulsive qui lui permettrait non seulement de faire contraste avec une droite aux abois, mais surtout d'arracher l'adhésion de couches sociales en déshérence. Il lui manque un nouvel imaginaire politique qui l'aiderait à sortir de l'imaginaire de la «rupture» à partir duquel il s'est historiquement construit.

Par petit vent électoral (cantonales, régionales), cette carence peut faire illusion. Mais quand la houle est forte, la digue s'effondre. En toute équité, le fameux «réformisme de gauche» enfanté par le congrès de Dijon n'est à l'évidence pas à la hauteur de l'enjeu.

Prenons un seul exemple: plusieurs responsables socialistes ont, depuis la victoire du non, annoncé qu'ils quittaient ou rompaient avec Attac. En soi, la décision est salutaire. Mais ce qui paraît extravagant est que des responsables du principal parti de gauche aient attendu 2005 pour réaliser qu'Attac restait dominé par une mouvance souverainiste et néocommuniste dont le point commun est la haine historique de la social-démocratie, même s'il faut admettre l'existence dans ce mouvement d'une minorité clairement européenne et réformatrice dont la direction cherche clairement à contenir l'expression. Avoir attendu 2005 pour découvrir cette vérité est une faute politique qui renforce notre hypothèse selon laquelle le PS reste un parti gazeux et perméable, par manque de confiance en lui, à une série d'influences qui ne cherchent qu'à le miner.

Certes, on peut imaginer que dans un combat politique, il faille instrumentaliser certains faux amis. Car la politique est aussi un jeu d'adresse. Mais il paraît plus grave de découvrir naïvement, aujourd'hui, les inconvénients d'un compagnonnage avec tous les conservateurs de gauche, que de vouloir purement et simplement les instrumentaliser pour pallier la faiblesse électorale du PS. C'est la raison pour laquelle poser les problèmes du PS par rapport à la gauche conservatrice n'est pas essentiel. Cette gauche désespérée ne progresse que parce que la gauche réformatrice ne leur offre pas de perspective pour espérer.

Avoir un projet n'est pas aligner des propositions sans fin sur l'emploi, la santé ou le logement. C'est avant tout produire une vision forte et articulée du monde dans lequel nous sommes, en indiquant clairement ce qui a changé, ce que l'on ne peut plus faire et ce que l'on doit changer. Il n'y a pas de projet possible sans discours politique.

Pour cela, il faut d'abord aller du plus général vers le plus particulier. Le point d'entrée : la transformation du capitalisme qui détruit tendanciellement les compromis sociaux à l'échelle nationale, et par là même modifie l'équilibre des forces entre travail et capital au détriment du

premier. C'est un point fondamental qui doit distinguer la gauche française du blairisme qui, lui, a renoncé à critiquer le capitalisme. La social-démocratie a toujours cherché à dégager un compromis entre le capital et le travail dans le cadre d'économies nationales. Elle a ainsi, tout au long du XXe siècle, cherché à intégrer les salariés aux gains de la croissance.

Aujourd'hui, il faut avoir conscience que l'échelle du compromis est véritablement mondiale. Dans une économie ouverte, ce sont désormais un milliard de nouveaux salariés qui entrent dans le jeu social et qui demandent leur place. Naturellement, il existe encore des espaces nationaux qui filtrent cette nouvelle réalité. Mais l'enjeu est bien à cette échelle. En quinze ans, la force de travail mondiale a doublé, et ce doublement a altéré et altèrera dans de fortes proportions le rapport entre le travail et le capital. Car si le travail devient de plus en plus abondant à l'échelle mondiale, c'est forcément le capital qui en tire avantage. De ce point de vue, la gauche doit bien voir que ce que l'on appelle la mondialisation n'est pas un mauvais moment à passer, mais un processus de transformation de très grande ampleur, qui n'en est encore qu'à ses débuts. Une gauche inspirée devrait donc pleinement prendre conscience de l'ampleur du phénomène, non pour attiser les peurs, mais pour faire comprendre deux choses essentielles : que l'on ne retournera pas en arrière car cela reviendrait à refuser le développement à d'autres et que le seul niveau d'action pour tous dans cette affaire est l'Europe.

Si le concept d'Europe sociale a un sens, c'est bien dans ce domaine-là : celui de la régulation mondiale au travers de la reconnaissance de normes sociales fondamentales qui évitent un ajustement social vers le bas. La réalité de la pression exercée par la mondialisation sera d'autant plus forte qu'à cet effet de masse l'arrivée sur le marché mondial d'un milliard et demi de salariés s'ajoute un effet qualitatif encore plus fort. Certains feignent de s'inquiéter de l'arrivée massive des textiles chinois. Mais dans quelque temps, la querelle paraîtra anecdotique. La vraie question se posera dans moins de cinq ans, quand la Chine produira plus d'ingénieurs en sciences et en ingénierie que les Etats-Unis. Autant dire que l'idée d'un Sud qui ne nous concurrencerait que sur les produits bas de gamme sera de moins en moins vraie. Le monde change, très profondément, et il y a peu de chance pour que cette tendance soit inversée. Voici ce qu'un projet de gauche devrait dire et préciser de manière inlassable.

Comment donc ne pas revenir en arrière sans pour autant ne voir l'avenir que de manière inquiète ou négative, ce qui serait, soit dit en passant, la négation historique de la gauche ? La réponse est simple : par un changement fondamental de méthode de représentation et d'action sur le monde.

Il faut d'abord dire à ce propos que dans ce contexte mondialisé où le capital a pris le pas sur le travail et où, donc, le capitalisme dissocie les destins au lieu de les associer, l'utilité politique de la gauche n'a jamais été aussi grande. Et si cette réalité d'évidence ne s'impose pas à tous, ce n'est pas parce que le rapport de force inégal entre travail et capital n'est plus d'actualité, mais parce que les forces de gauche n'ont pas été à la hauteur de la nouvelle situation historique.

A partir de là, que faire ? La social-démocratie a historiquement raisonné et agi en termes de compensation. Le capitalisme créait de la richesse sans se préoccuper de sa distribution. La social-démocratie intervenait alors pour compenser et corriger l'inégale distribution de la richesse par la redistribution. Or, cette dynamique propulsive du capitalisme redistributif s'est profondément émoussée. Naturellement, la redistribution par l'impôt reste et restera essentielle. Mais le jeu de la redistribution est aujourd'hui affaibli par l'extraordinaire individualisation des demandes sociales, par l'insuffisance de la logique distributive chez des individus trop affaiblis dès leur entrée dans le jeu social, par l'ampleur des contraintes fiscales qui pèsent déjà sur les Etats, par la difficulté de compenser en termes purement financiers les perdants sociaux de la mondialisation, enfin par les extrêmes fluidité et rapidité des processus

de transformation qui font qu'à peine un changement est identifié, un autre se produit.

Alors que faire ? Changer radicalement, c'est-à-dire en se préoccupant plus de ce qu'il convient de faire pour distribuer la richesse et la sécurité que de s'intéresser à l'épuisement des mécanismes de compensation et de redistribution. L'identité de la gauche ne peut se fonder sur la seule optimisation de la redistribution. Elle doit lier son identité à la distribution de la richesse. Et ce considérable changement de perspective sur les problèmes nécessite une véritable révolution mentale. Face à une droite dont le seul discours est celui de l'adaptation («Adaptez-vous car vous allez disparaître»), la gauche peut dire «Changeons profondément pour bien mieux vivre.» Certes, la gauche parle de changement. Mais le terme est souvent ambigu, car aux yeux de certains il signifie le retour au *statu quo ante*. C'est de cette ambiguïté que le PS ne parvient pas à sortir.

Mais ce faisant, la gauche ne risque-t-elle pas d'apparaître prônant, comme la droite, la seule adaptation ? Non, car le message de la gauche doit être clair : adaptation avec contrepartie. Pousser à l'adaptation sans contrepartie, c'est-à-dire sans sécurité, est illusoire et anxiogène. Prenons un seul exemple dont tout le monde parle : les délocalisations. La manière dont la droite tente de régler le problème est probablement la plus mauvaise qu'il soit. Elle consiste à jouer sur les incitations fiscales, qui amènent à penser que les charges sociales sont la source du problème, et sur l'éparpillement des pôles d'excellence dont la sélection paraît davantage relever du clientélisme politique que de la stratégie économique.

Or, sur un sujet aussi sensible, on ne peut ni fermer ou refermer les frontières ce qui serait économiquement désastreux pour le pays car on ne sera jamais assez compétitif face aux travailleurs chinois ni demander à des salariés souvent peu qualifiés et âgés de se «former» ou de se requalifier. La logique compensatrice trouve ici ses véritables limites. Dans le textile, si des entreprises souffrent, c'est précisément à cause d'un plan Borotra d'inspiration protectionniste et à courte vue qui révèle ses dégâts aujourd'hui. Y a-t-il alors des marges d'action ? Oui, à condition d'anticiper les changements plutôt que de constater les dégâts. On ne luttera pas contre les délocalisations en fermant les frontières, en baissant le coût du travail, comme le pense la droite, ou en indemnisant les perdants, mais en anticipant les changements par la formation et l'implication en amont de tous les acteurs, qu'il s'agisse des entreprises qui souvent rognent sur la formation au prétexte que la compétition est rude, des syndicats, dont tous hélas ne sont pas réformistes, des collectivités locales et des politiques.

Mais cet exemple ne doit pas cacher l'essentiel. Le défi pour la gauche, c'est d'inventer un nouveau regard sur le monde et les choses en se remettant en cause bien plus qu'elle ne l'a fait. Ce que ses électeurs ont indirectement sanctionné le 29 mai, ce n'est pas son excès de réformisme, mais son excès de conformisme.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=303740>